

Accessions

159.833

Shelf No.

XG 3656.12

Barton Library.

11

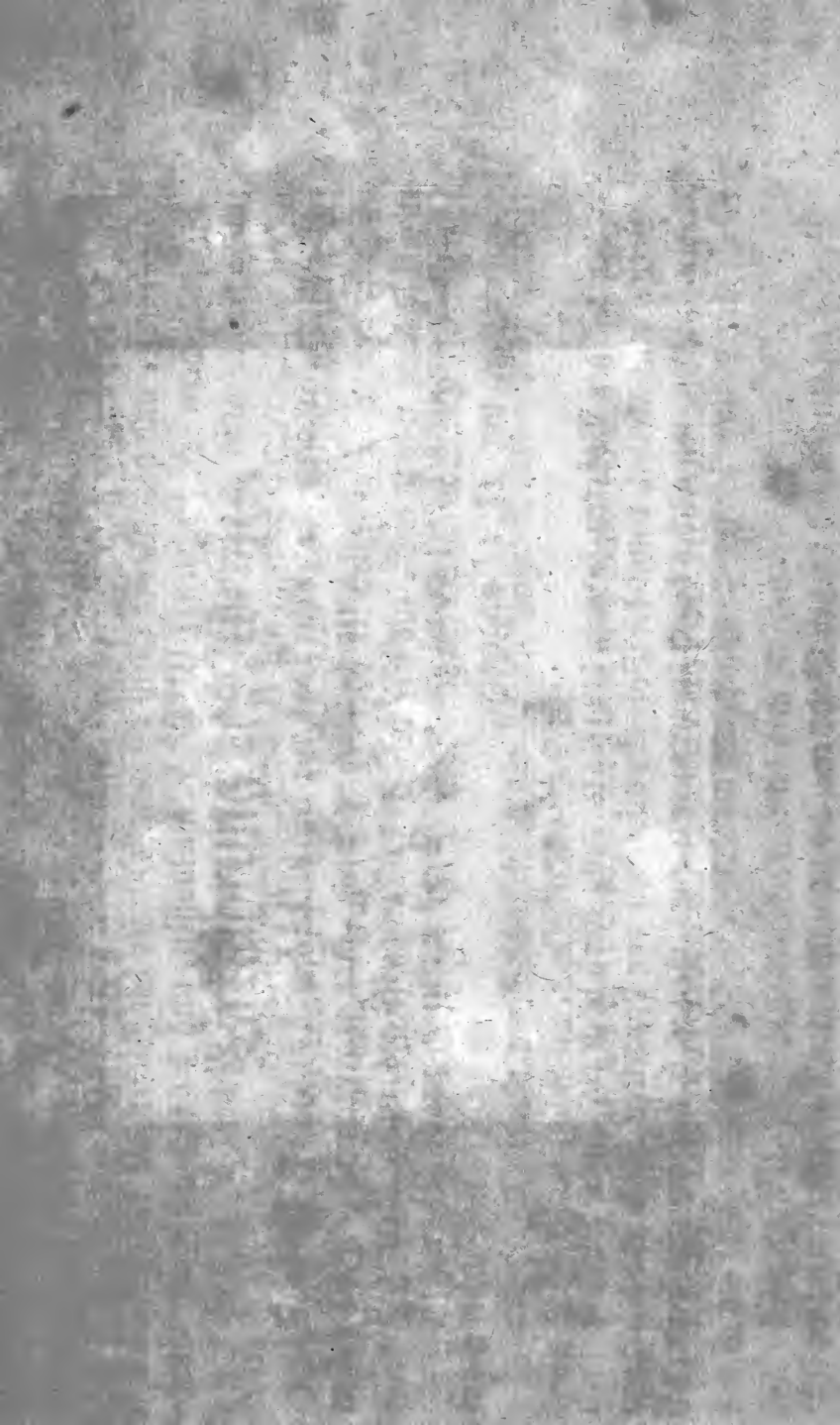


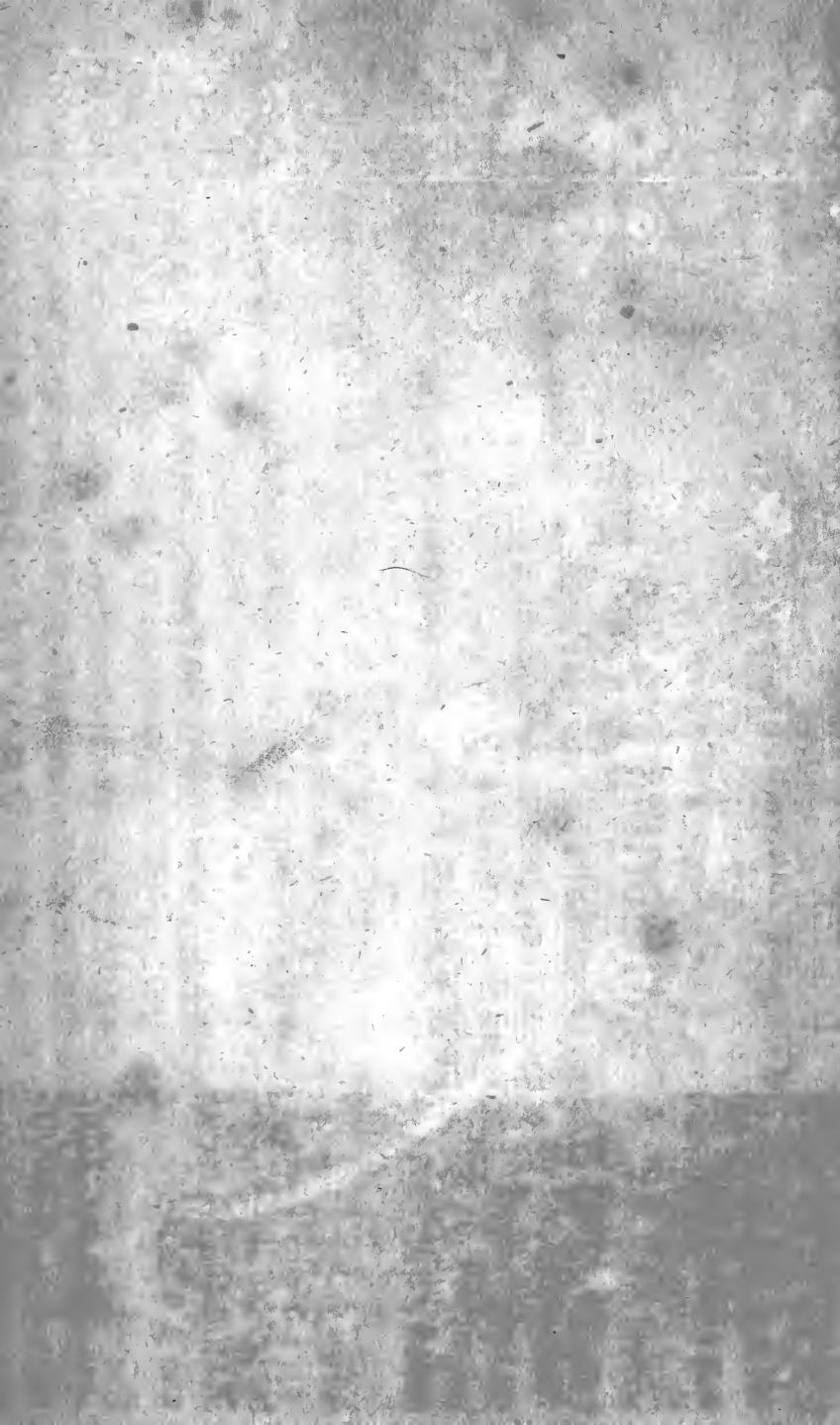
Thomas Pennant Barton.

Boston Public Library.

Received, May, 1873.

Not to be taken from the Library.





1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1790.

11

A D R E S S E

*De l'Assemblée des Représentans de
la Commune de Paris , à l'Assem-
blée Nationale , sur l'admission des
JUIFS à l'Etat Civil.*

S U I V I E

*D'un Arrêté des Représentans de la
Commune sur le même objet.*

*Et de la Réponse de M. le Président de
l'Assemblée Nationale à la Députation
de la Commune.*

27 février 1790.

LE 20 Février 1790 , M. Godard ayant annoncé que la grande majorité des Districts avoient émis un vœu favorable à l'admission des JUIFS à l'état Civil ; & que tous , paroïssient avoir les mêmes intentions , a observé que l'Assemblée des Représentans de la Commune avoit le droit d'agir auprès de l'Assemblée Nationale , & qu'elle ne devoit pas tarder à faire une démarche aussi honorable pour elle , si elle vouloit agir à tems & efficacement.

Il a , en conséquence , proposé un Projet d'*Adresse* à l'Assemblée Nationale , & en a soumis l'examen à l'Assemblée des Représentans de la Commune.

Trois Commissaires , savoir , M. l'*Abbé Fauchet* , M. l'*Abbé Bertolio* , & M. *Duveyrier* ont été choisis pour revoir cette *Adresse* , conjointement avec M. Godard , & la rapporter incessamment à l'Assemblée.

Le 24 Février , M. Godard a lu l'*Adresse* suivante , qui a été *unanimentement* adoptée.



A D R E S S E

*De l'Assemblée des Représentans de
la Commune de Paris , à l'Assemblée
Nationale , sur l'admission des
JUIFS à l'Etat Civil.*

MESSIEURS,

LA destinée de la plupart des JUIFS du Royaume est encore indécise ; ou plutôt , il n'est que trop certain qu'ils restent encore chargés de leurs fers ; & que leurs chaines semblent tous les jours s'appesantir davantage , à mesure que les jouissances de la Liberté se multiplient autour d'eux.

Peut-être attendiez-vous qu'une opi-

nion fortement prononcée vînt fortifier vos généreuses intentions, & accélérer le moment de votre Justice. Nous-nous félicitons d'être les premiers à vous l'apporter cette opinion; elle n'est pas la nôtre seulement; elle est celle des nombreux Districts de cette Capitale; & c'est Paris tout entier qui vous parle en ce moment par notre organe.

Il existe, dans cette Ville, un assez grand nombre de Juifs.

Les uns sont répandus dans les différents quartiers de Paris.

Les autres, & en plus grande quantité, afin de rendre leur réunion entr'eux plus facile, & se dédommager ainsi de l'isolement où ils étoient des autres hommes, se sont affectionnés à des quartiers particuliers, où il leur a été impossible d'échapper à la surveillance publique. Tous, & par tout, ont été irréprochables dans leur conduite. Nulle plainte ne s'est élevée contr'eux. Jamais ils n'ont troublé l'ordre général; & s'ils étoient les plus malheureux, peut être aussi, ce qui est

assez extraordinaire, étoient-ils les plus paisibles de tous les Citoyens.

A l'instant de la Révolution, leur courage, leur zèle & leur Patriotisme leur ont acquis des droits à la reconnoissance publique.

Nous les avons vus au milieu de nous, décorés du signe National, nous aider à conquérir la Liberté ; & tous les jours ils nous aident à conserver notre Patrimoine commun.

Ah ! Messieurs, s'ils ont contribué à la conquête de la Liberté, pourroient-ils être condamnés à ne pas jouir de leur propre ouvrage ? S'ils sont de vrais Citoyens, sous quel prétexte le titre leur en feroit-il refusé ? Nous oserons dire qu'ils le mériteroient comme une récompense, s'il ne leur étoit pas dû comme un acte de Justice.

Leur Religion n'est point incompatible avec ce titre & avec les droits qui en émanent ; puisque les Juifs *Portugais*, *Espagnols* & *Avignonois* qui ont reçu de vous la qualité de *Citoyens actifs*, ont la

même Religion, les mêmes principes, les mêmes usages que les autres Juifs du Royaume, désignés sous le titre de *Polonois* & d'*Allemands*. Vous ne souffrirez donc pas que la seule différence dans l'accessoire seulement de la dénomination, ait une influence différente sur deux classes d'hommes, qui portent le même nom, que les mêmes principes unissent, & qui doivent aujourd'hui se confondre les uns avec les autres, si d'anciennes injustices, ou des prétentions extraordinaires les séparent depuis long-temps. — Vous ne souffrirez pas que dans la même Ville, où il existera des Juifs Portugais & des Juifs Allemands, les uns soient tout, & les autres rien; & que, par exemple, à Paris, où des Juifs Portugais sont domiciliés à côté des Juifs Allemands, les premiers soient comblés des faveurs de la Nation, & les seconds chargés de ses mépris.

Ni la raison, ni la Liberté ne peuvent tolérer plus long-tems un partage aussi monstrueusement inégal.

Des Lettres-Patentes avoient été obtenues par les Juifs Portugais ; & , quoique fondées sur la nature & sur la Justice , elles n'étoient cependant qu'une préférence de l'Autorité arbitraire. Seroit-ce donc ce titre seul qui vous auroit déterminé ? Et n'auriez-vous consacré qu'un privilège ? Certes , ce qu'ont fait des Lettres-Patentes pour les Juifs du midi , un Décret National peut , à plus forte raison , le faire aujourd'hui pour les autres Juifs du Royaume.

Enfin , Messieurs , lorsque vous effacez toutes les distinctions entre les hommes , vous-vous garderez bien de les permettre dans une classe particulière , & de consacrer , parmi les Juifs , une sorte d'Aristocratie que vos généreux efforts sont parvenus à détruire parmi les Citoyens François.

Au nom de l'Humanité & de la Patrie , au nom des qualités sociales des Juifs , de leurs Vertus patriotiques , de leur vif amour de la Liberté , nous vous supplions de leur donner le titre & les droits , dont

il seroit injuste qu'ils fussent privés plus long-tems. Nous les regardons comme nos frères; il nous tarde de les appeller nos Concitoyens. Ah! déjà nous les traitons comme tels; notre intérêt nous fait un besoin d'être confondus avec eux; notre intérêt nous donne le droit de réclamer votre justice, & pour eux, & pour nous. Accélérez leur bonheur & le nôtre.

*Arrêté par nous Commissaires nommés
par la Commune. Hôtel-de-Ville, le 24
Février 1790.*

Signé, GODARD.

L'ABBÉ FAUCHET.

BERTOLIO.

DUVEYRIER.

*ASSEMBLÉE des Représentans de la
Commune de Paris.*

*Extrait du Procès-verbal du Mercredi 24 Février
1790.*

Séance du soir.

L'ASSEMBLÉE considérant que les hommes Sur la Religion.
sont égaux en droits (1) ; que la différence
des Opinions Religieuses n'est plus , en France , un obstacle à la tranquillité , & à la fortune de tous ceux qui y habitent (2) : que si l'Être Suprême a permis que les Juifs naissent & soient élevés dans les principes d'une Religion qui n'est pas la nôtre , nous devons , en respectant ses Décrets , aimer les Juifs comme nos frères (3) : qu'un des moyens les plus efficaces pour les ramener à notre Foi , c'est de les réunir à nous , en leur accordant les droits de Citoyens.

(1) District S.-Marcel , arrêté du 5 Février 1790.

(2) — des Capucins S.-Honoré. — du 6 du même mois.

(3) — Des Théatins. — du 11.

Sur la Po-
litique &
les avanta-
ges de la
Société.

Considérant qu'après la conquête de la Liberté, il est encore une entreprise digne d'un Peuple libre, celle de vaincre & de détruire pour jamais des préjugés qui l'ont trop long-tems asservi, & dont il convient enfin de secouer le joug (1) : que la question de l'admission des Juifs à l'état Civil, en France, tient à l'ensemble des diverses parties qui doivent former l'Edifice majestueux de la Constitution (2) : que tous les Décrets de l'Assemblée Nationale portant l'empreinte de la Justice, de l'Humanité, & de cette élévation sublime, qui maîtrise les Préjugés aveugles que l'erreur, les passions, & le tems avoient consacrés ; il est autant de la justice de cette Auguste Assemblée, que de l'intérêt même de la prospérité du Royaume, de ne permettre aucune distinction avilissante pour une classe d'hommes qui, depuis long-tems, vit sous la protection des Loix. Que c'est aux Loix en général qu'il faut imputer les vices des hommes beaucoup plus qu'à la Nature qui les destina aux impressions qu'on

(1) District de S.-Severin, Arrêté du 5 Février 1790,

(2) — des Prémontrés. — du 11 dudit.

veut leur donner ; qu'ainsi on ne peut reprocher à une Nation , des vices particuliers , qui ne soient l'effet de quelque Institution Politique , & qui ne puissent changer avantageusement par un meilleur ordre de choses (1) : qu'en accordant aux Juifs l'état Civil , & tous les droits de Citoyen actif , c'est attacher à la France une Nation laborieuse & commerçante , qui ne peut que vivifier , augmenter & faire refleurir le Commerce , attirer dans le Royaume des richesses abondantes , en y amenant des Juifs des différentes parties du monde (2) : que cette population pourra beaucoup contribuer à réparer la playe que la révocation de l'Edit de Nantes a faite au Royaume ; playe qui n'est point encore cicatrisée aujourd'hui : que l'admission de ce Peuple présente des avantages , puisque fixant cette Nation dans le Royaume , on y fixeroit sa fortune , son numéraire , & qu'on y appelleroit en même-tems encore les fortunes des autres Juifs épars (3).

(1) District de S.-Joseph , Arrêté du 4 Février 1790.

(2) — des Théatins. — du 11 idem.

(3) — de S.-Marcel. — du 5.

Sur la sou-
mission des
Juifs aux
Loix du
Royaume.

Considérant que si quelques Dogmes particuliers de la Religion des Juifs , semblent en contradiction avec les Loix de l'Empire François (1) , le for intérieur de la conscience ne peut être opposé aux Juifs , lorsque dans le for extérieur , ils ne seront plus distingués des autres Citoyens , lorsqu'ils consentent à être jugés dans nos Tribunaux , non sur leurs Loix particulières (2) , mais sur celles de l'Etat , auxquelles ils déclarent être entièrement soumis , en renonçant , à cet égard , à tous leurs Privilèges.

Sur les té-
moignages
des bonnes
mœurs des
Juifs.

Considérant que dans cet instant qui a fixé le sort de l'Empire , les Juifs de cette Capitale se sont empressés de se réunir aux bons Citoyens ; que le zèle Patriotique qu'ils ont témoigné , les a , par anticipation , incorporés à la Nation Française ; puisque , comme tous les autres Citoyens , ils ont supporté & supportent encore les charges du Service dans la Garde Nationale (3) ; qu'ayant ainsi servi avec ardeur , la Cause de la Liberté ; la bonne conduite qu'ils ont toujours

(1) District des petits Pères , Arrêté du 5 Février 1790.

(2) — des Carmélites du Marais. — du 29 Janvier 1790.

(3) — des Théatins. —

montré, les Vertus qu'on a su qu'ils pratiquoient en secret ; les preuves qu'ils ont données comme Citoyens , comme bons frères , de leur entier dévouement à la chose Publique, déposent puissamment en leur faveur (1).

Considérant enfin que depuis nombre d'années, beaucoup de Juifs résidans à Paris, se sont acquis, dans cette Ville immense, une bienveillance fondée sut leur zèle à remplir les devoirs de Citoyens, leur fidélité dans les engagements de Commerce, leur conduite exemplaire & leur service dans la Révolution actuelle ; que ce Peuple (2) regardé comme Citoyen, sera ce que tout bon François doit être, bon Citoyen, bon Père, bon Epoux, bon Fils, & en un mot honnête-homme.

A arrêté que conformément au vœu de la presqu'unanimité des Districts (3), émis en

(1) District des Pères Nazareth, Arrêté du 4 Février 1790.

(2) — de S.-Germain-des-Prés. — du 12 dudit.

(3) Aucun District n'a émis un vœu contraire aux Juifs. Lorsque l'Assemblée des Représentans de la Commune s'est décidée à prendre l'Arrêté ci-dessus, 49 Districts avoient déjà délibéré en faveur des Juifs. Les autres paroissoient avoir les mêmes intentions ; & c'est la rareté de leurs Assemblées, ou leurs affaires multipliées qui les ont empêchés jusqu'à présent d'émettre leur vœu.

conséquence de son Arrêté du 30 Janvier précédent , l'Assemblée Nationale seroit suppliée , par une *Adresse* présentée au nom de la Commune de Paris , de rendre un Décret qui donnât aux Juifs de Paris , la qualité de Citoyens actifs , lorsqu'ils rempliront les conditions requises pour tous les François , à l'effet de jouir de ces Droits : a adopté , en conséquence , l'*Adresse* proposée par M M. *Godard* , l'*Abbé Fauchet* , l'*Abbé Bertolio* & *Duveyrier* ; & a arrêté qu'elle seroit portée demain à l'Assemblée Nationale , par les Commissaires ci-dessus , & M M. , *Fauret de la Tour* & *Ravault* , à la tête desquels M. l'*Abbé Mulot* , Président de la Commune , voudroit bien se placer , pour prononcer l'*Adresse* adoptée par elle.

Signé , *BAILLY* , *Maire* ,

MULOT , *Président* ,

BERTOLIO ,
CHANLAIRE ,
CHARPENTIER ,
BROUSSONET ,
AMÉILHON .

} *Secrétaires.*

L'ARRÊTÉ ci-dessus est l'ouvrage de M. *Chanlaire*, qui a eu l'ingénieuse idée de ne le composer que des expressions mêmes de plusieurs Districts.

En vertu de cet Arrêté, l'*Adresse* des Représentans de la Commune a été portée à l'Assemblée Nationale, le 25 Février.

Voici la Réponse de M. l'Evêque d'Autun, Président.

MESSIEURS,

« L'ASSEMBLÉE Nationale s'est fait
» un devoir sacré de rendre à tous les
» hommes leurs droits ; elle a décrété les
» conditions nécessaires pour être Citoyen
» actif. C'est dans cet esprit, c'est en les
» rapprochant de ces conditions, qu'elle
» examinera, dans sa justice, les raisons
» que vous exposez en faveur des Juifs,
» d'une manière si touchante ».

De l'Imprimerie de LOTTIN l'aîné, & LOTTIN de S.-
Germain, Imprimeurs - Libraires Ordinaires
de la VILLE, rue S.-André-des-Arcs, 1790.



